



Brussels
11/09/2026
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	HOME.D.2
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	510678
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate) Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Q1 2027 24 Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	Cost-free Sans frais Unentgeltlich abgeordnet
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	25/11/2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

⁽¹⁾ To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels
11/09/2026
HR.B.1.003

Entity presentation:

The Directorate-General for Migration and Home Affairs (DG HOME) develops and manages key policies to ensure an open and secure Europe, where people can enjoy their rights and freedoms with a high level of security. The mission of Unit HOME.D2 is to develop and implement policies and legislation to prevent and counter terrorism, violent extremism and radicalisation including their financing, based on the 2025 ProtectEU Internal Security Strategy and the 2026 ProtectEU Agenda to prevent and counter terrorism. It monitors the implementation of the Directive on combatting Terrorism and the Regulation on the removal of Terrorist content online and manages the EU Knowledge Hub on Prevention of Radicalisation. The Unit also contributes to the protection of public spaces, high risk events and critical infrastructure against security threats including from CBRN materials and drones, and it monitors the implementation of the Critical Entities Resilience Directive. The unit works closely with Member States and EU Justice and Home Affairs agencies, notably Europol, including its European Counter Terrorism Centre (ECTC), as well as with international partners, EU candidate countries and the Western Balkans, in a cooperative, trust-based and networked approach to internal security. The working language is predominantly English.

Job presentation:

We propose a post for a cost-free Seconded National Expert in the Sector on Counter-Terrorism Policy and Response. The selected candidate will support the development and implementation of the EU's counter-terrorism policy, with a particular focus on strengthening the connection between the Union's internal and external security dimensions, notably in relation to the Western Balkans and the enlargement process. Tasks will include contributing to policy and legislative work on counter-terrorism and the prevention of radicalisation; supporting cooperation and information-sharing between EU Member States, EU Justice and Home Affairs agencies, in particular Europol and its European Counter Terrorism Centre (ECTC), and third countries and regions, notably the Western Balkans, in particular in the context of implementation of the 2025 Joint Action Plan on Preventing and Countering of Terrorism and Violent Extremism and other enlargement countries, as well as Middle East and North Africa (MENA) region. This will also include preparing notes, reports, briefings and contributions to Commission and Council meetings; supporting the organisation of and participation in expert meetings, Council working groups (such as COTER, TWP and COSI) and other relevant fora; and contributing to the monitoring of the external dimension of EU counter-terrorism action, including capacity-building and cooperation activities with partner countries and regions.

Jobholder profile:

We look for a candidate with:

- A law enforcement background, with operational experience in counter-terrorism and/or the fight against violent extremism.



- A knowledge of, or professional experience with, Europol,, its activities and operational support in the field of counter-terrorism, in particular the work of the European Counter Terrorism Centre (ECTC), would be an asset.
- Experience in international operational cooperation in the counter-terrorism field, considered an asset.
- Knowledge of, or experience working with the cooperation with third-countries, ideally Western Balkans and/or enlargement countries in the area of security and counter-terrorism cooperation considered an advantage.
- Strong communication skills, including an excellent written and spoken English, with experience in public outreach and communication being considered an advantage.
- Strong organisational skills.
- Strong analytical skills and an attention to detail.
- Ability to work under pressure and deal with tight deadlines often imposed on the unit, and a high sense of reliability.
- Strong motivation, good interpersonal skills, a sense of initiative, and a demonstrated ability to work in teams.



Brussels
11/09/2026
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

La direction générale de la migration et des affaires intérieures (DG HOME) élabore et gère des politiques clés visant à garantir une Europe ouverte et sûre, où les citoyens peuvent jouir de leurs droits et libertés dans un environnement offrant un niveau de sécurité élevé. L'unité HOME.D.2 a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des actes législatifs destinés à prévenir et à combattre le terrorisme, l'extrémisme violent et la radicalisation — y compris leur financement — en s'appuyant sur la stratégie de sécurité intérieure « ProtectEU » (horizon 2025) et sur l'agenda « ProtectEU » de lutte contre le terrorisme (horizon 2026). Elle assure le suivi de la mise en œuvre de la directive relative à la lutte contre le terrorisme et du règlement sur le retrait des contenus à caractère terroriste en ligne, et gère le pôle de connaissances de l'UE sur la prévention de la radicalisation. L'unité contribue également à la protection des espaces publics, des événements à haut risque et des infrastructures critiques face aux menaces pour la sécurité, notamment celles impliquant des matières NRBC et des drones ; elle suit par ailleurs la mise en œuvre de la directive sur la résilience des entités critiques. Elle collabore étroitement avec les États membres et les agences de l'UE dans le domaine de la justice et des affaires intérieures — en particulier Europol et son Centre européen de lutte contre le terrorisme (ECTC) — ainsi qu'avec des partenaires internationaux, les pays candidats à l'adhésion à l'UE et les pays des Balkans occidentaux, dans le cadre d'une approche de la sécurité intérieure fondée sur la coopération, la confiance et le travail en réseau.

La langue de travail est principalement l'anglais.

Présentation du poste:

Nous proposons un poste d'expert national détaché au sein du secteur chargé de la politique et de la réponse en matière de lutte contre le terrorisme. Le candidat retenu soutiendra l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de l'UE en matière de lutte contre le terrorisme, en mettant particulièrement l'accent sur le renforcement du lien entre les dimensions intérieure et extérieure de la sécurité de l'Union, notamment en ce qui concerne les Balkans occidentaux et le processus d'élargissement. Les tâches consisteront notamment à contribuer aux travaux d'élaboration de politiques et de textes législatifs relatifs à la lutte contre le terrorisme et à la prévention de la radicalisation ; à soutenir la coopération et l'échange d'informations entre les États membres de l'UE, les agences de l'UE dans le domaine de la justice et des affaires intérieures (en particulier Europol et son Centre européen de lutte contre le terrorisme – ECTC) et les pays et régions tiers (notamment les Balkans occidentaux, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action conjoint de 2025 sur la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, ainsi que les autres pays concernés par l'élargissement et la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). Il s'agira également de préparer des notes, des rapports, des dossiers d'information et des contributions pour les réunions de la Commission et du Conseil; de soutenir l'organisation de réunions d'experts, de groupes



de travail du Conseil (tels que COTER, TWP et COSI) et d'autres instances pertinentes, ainsi que la participation à ces réunions; et de contribuer au suivi de la dimension extérieure de l'action de l'UE en matière de lutte contre le terrorisme, y compris les activités de renforcement des capacités et de coopération avec les pays et régions partenaires.

Profil du titulaire du poste:

Nous recherchons un candidat possédant :

- Une expérience au sein des services de répression (forces de l'ordre), incluant une expérience opérationnelle dans la lutte contre le terrorisme et/ou la lutte contre l'extrémisme violent.
- Une connaissance d'Europol ou une expérience professionnelle en lien avec cette agence, ses activités et son soutien opérationnel dans le domaine de la lutte contre le terrorisme — en particulier les travaux du Centre européen de lutte contre le terrorisme (ECTC) — constituerait un atout.
- Une expérience de la coopération opérationnelle internationale dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, considérée comme un atout.
- Une connaissance ou une expérience de la coopération avec des pays tiers (idéalement les Balkans occidentaux et/ou les pays engagés dans le processus d'élargissement) en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme, considérée comme un avantage.
- D'excellentes compétences en communication, notamment une maîtrise parfaite de l'anglais (à l'écrit comme à l'oral) ; une expérience en matière de communication et de relations avec le public serait un atout.
- De solides compétences organisationnelles.
- Des solides capacités d'analyse et une attention aux détails.
- Une aptitude à travailler sous pression et à respecter les délais serrés souvent imposés à l'unité, ainsi qu'une grande fiabilité.
- Une forte motivation, un bon relationnel, un esprit d'initiative et une capacité avérée à travailler en équipe.



Brussels
11/09/2026
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Die Generaldirektion Migration und Inneres (GD HOME) entwickelt und steuert zentrale politische Maßnahmen zur Gewährleistung eines offenen und sicheren Europas, in dem die Menschen ihre Rechte und Freiheiten bei gleichzeitig hohem Sicherheitsniveau wahrnehmen können. Aufgabe des Referats HOME.D.2 ist die Entwicklung und Umsetzung politischer Maßnahmen und Rechtsvorschriften zur Prävention und Bekämpfung von Terrorismus, gewalttätigem Extremismus und Radikalisierung – einschließlich deren Finanzierung – auf der Grundlage der Strategie für die innere Sicherheit „ProtectEU“ (2025) und der Agenda „ProtectEU“ zur Terrorismusbekämpfung (2026). Das Referat überwacht die Umsetzung der Richtlinie zur Terrorismusbekämpfung sowie der Verordnung über das Vorgehen gegen terroristische Online-Inhalte und verwaltet das EU-Wissenszentrum zur Prävention von Radikalisierung. Zudem trägt das Referat zum Schutz öffentlicher Räume, von Veranstaltungen mit hohem Risiko und kritischer Infrastrukturen vor Sicherheitsbedrohungen – etwa durch CBRN-Stoffe und Drohnen – bei und überwacht die Umsetzung der Richtlinie über die Resilienz kritischer Einrichtungen. Im Rahmen eines kooperativen, auf Vertrauen basierenden und vernetzten Ansatzes für die innere Sicherheit arbeitet das Referat eng mit den Mitgliedstaaten, den EU-Agenturen für Justiz und Inneres (insbesondere Europol und dessen Europäischem Zentrum für Terrorismusbekämpfung, ECTC) sowie mit internationalen Partnern, EU-Beitrittskandidaten und den Staaten des Westbalkans zusammen. Die Arbeitssprache ist überwiegend Englisch.

Stellenbeschreibung:

Wir bieten eine Stelle für einen kostenfrei entsandten nationalen Sachverständigen (ENS) im Bereich der Politik und der Maßnahmen zur Terrorismusbekämpfung an. Der/die ausgewählte Kandidat/in wird die Entwicklung und Umsetzung der EU-Politik zur Terrorismusbekämpfung unterstützen, wobei ein besonderer Schwerpunkt auf der Stärkung der Verknüpfung zwischen der internen und der externen Sicherheitsdimension der Union liegt – insbesondere im Hinblick auf den Westlichen Balkan und den Erweiterungsprozess. Zu den Aufgaben gehören Beiträge zur politischen und legislativen Arbeit im Bereich der Terrorismusbekämpfung und der Prävention von Radikalisierung sowie die Unterstützung der Zusammenarbeit und des Informationsaustauschs mit den EU-Mitgliedstaaten, relevanten EU-Agenturen im Bereich Justiz und Inneres (insbesondere Europol und dessen Europäischem Zentrum für Terrorismusbekämpfung/ECTC) und Drittländern bzw. -regionen, vor allem dem Westlichen Balkan (im Kontext der Umsetzung des Gemeinsamen Aktionsplans von 2025 zur Prävention und Bekämpfung von Terrorismus und gewalttätigem Extremismus) sowie weiteren Erweiterungsländern und der Region Naher Osten und Nordafrika/MENA. Die Aufgaben umfassen zudem die Erstellung von Vermerken, Berichten, Briefings und Beiträgen für Sitzungen der Kommission und des Rates, die Unterstützung bei der Organisation von und Teilnahme an



Expertentreffen, Ratsarbeitsgruppen (z.B. COTER, TWP und COSI) und anderen einschlägigen Gremien sowie die Mitwirkung an der Überwachung der externen Dimension der EU-Maßnahmen zur Terrorismusbekämpfung, einschließlich Maßnahmen zum Kapazitätsaufbau und der Zusammenarbeit mit Partnerländern und -regionen.

Anforderungsprofil:

Wir suchen einen Kandidaten mit:

- Hintergrund im Bereich der Strafverfolgung sowie operativer Erfahrung in der Terrorismusbekämpfung und/oder im Kampf gegen gewalttätigen Extremismus.
- Kenntnissen über, oder Berufserfahrung mit, Europol, dessen Aktivitäten und operativer Unterstützung im Bereich der Terrorismusbekämpfung – insbesondere der Arbeit des Europäischen Zentrums für Terrorismusbekämpfung (ECTC) – als Pluspunkt.
- Erfahrung in der internationalen operativen Zusammenarbeit im Bereich der Terrorismusbekämpfung als Pluspunkt.
- Kenntnissen oder Erfahrung in der Zusammenarbeit mit Drittstaaten (idealerweise Westbalkan und/oder Erweiterungsländer) im Bereich Innere Sicherheit und Terrorismusbekämpfung als Vorteil.
- Ausgeprägten Kommunikationsfähigkeiten, einschließlich exzellenter Englischkenntnisse in Wort und Schrift; Erfahrung in der Öffentlichkeitsarbeit und Kommunikation ist von Vorteil.
- Starkem Organisationstalent.
- Ausgeprägten analytischen Fähigkeiten und einer sorgfältigen, detailorientierten Arbeitsweise.
- Fähigkeit, auch unter Druck und bei engen Fristen (wie sie in der Dienststelle häufig vorkommen) zu arbeiten, sowie einem hohen Maß an Zuverlässigkeit.
- Hoher Motivation, ausgeprägter sozialer Kompetenz, Eigeninitiative und nachgewiesener Teamfähigkeit.



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s).** Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigefügte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“